



J E A N V E R H E Y E N

S I N C E 1 9 1 9

CONDITIONS GÉNÉRALES

Classics for Art Professionals

J E A N V E R H E Y E N

Ref.: CG Classics Pro 09/2024

Galleries d'art, antiquaires, restaurateurs et salles de vente

En nous confiant la protection de votre patrimoine, vous nous témoignez de votre confiance et nous tenons à vous en remercier. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis plus de 100 ans.

La S.A. Jean VERHEYEN agit en tant que souscripteur mandaté pour AXA XL, la branche dédiée à l'art et au patrimoine du groupe AXA.

Cette mixité d'une équipe spécialisée et proche de vous, alliée à la solidité financière du groupe AXA nous a permis d'être reconnu comme l'un des leaders de l'assurance d'œuvres d'art.

Les professionnels de l'art sont confrontés à un stock en évolution constante. Ce contrat a été spécialement conçu pour eux et leur offre notamment les avantages suivants :

- Un contrat Tous Risques sauf, ce qui signifie que tous les dommages matériels qui n'ont pas été spécifiquement exclus, sont couverts, tels que la casse, le vol par effraction ou même le terrorisme.
- Pour autant que vous ayez déclaré des capitaux suffisants, ce contrat couvre automatiquement l'ensemble de votre stock, de façon flexible et sans déclaration permanente.

Des extensions peuvent être facilement obtenue pour les foires ou les transports.

- En cas de sinistre partiel, nous vous indemniserons la moins-value éventuelle après restauration.
- La sécurité du groupe AXA, leader mondial de la protection financière
- Une équipe dédiée et joignable qui peut se rendre sur place pour vous donner de précieux conseils en sécurité

Nous sommes à votre écoute et à celle de votre courtier pour vous offrir des conseils sur mesure pour la protection de votre patrimoine.

Jean Verheyen s.a.



 Insurance

Le présent contrat est régi par la Loi du 4 avril 2014 relative aux assurances et par les Conditions Générales et Particulières qui suivent.

Vous : Le preneur d'assurance, c'est-à-dire la personne qui souscrit le contrat.

Nous : Jean Verheyen S.A.

Le souscripteur mandaté JEAN VERHEYEN S.A. est l'intermédiaire d'assurance qui agit en tant que mandataire des assureurs soussignés indiqués aux conditions particulières. Le souscripteur mandaté dispose du pouvoir d'accepter de couvrir des risques et du pouvoir de conclure et gérer des contrats d'assurance au nom et pour le compte des entreprises d'assurance en question.

L'entreprise d'assurance est AXA XL (XL Insurance Compagny SE (XLICSE) à Dublin a changé le 5 mai 2023 pour devenir Wolfe Tone Street, Dublin 1, D01HP90, Irlande).

Art.1.- OBJET ET ÉTENDUE DU CONTRAT

Nous garantissons l'Assuré contre toute perte et dommages causés aux objets désignés aux Conditions particulières par un événement incertain et accidentel durant le séjour à l'adresse de risque mentionnée, sous réserve des exclusions prévues à l'article 2 ci-après.

La garantie s'exerce dans les limites territoriales ou aux lieux prévus aux Conditions particulières.

Nonobstant toute disposition contraire stipulée dans la présente police, la couverture territoriale conventionnelle des risques est limitée par les réglementations en matière de sanctions, restrictions ou interdictions relatives aux marchandises, choses et personnes assurées comme imposé par les autorités nationales, internationales et supranationales compétentes.

Art.2. - RISQUES EXCLUS

1. Le bris ou la casse d'objets fragiles ou de nature cassante, à moins que ce bris ne soit causé par le fait des voleurs ou cambrioleurs, ou par suite d'incendie. Cette exclusion ne s'applique pas aux bijoux ou objets de joaillerie ;
2. Les dommages causés aux cadres et aux verres protecteurs des tableaux ;
3. Les détériorations causées par l'usure normale. Toutefois, sont couverts la perte ou les dommages résultant de l'usure du fermoir, de la monture ou de tout autre objet servant à fixer, porter ou contenir un objet assuré ;
4. Les dommages causés par les mites ou autres vermines, ainsi que les détériorations progressives normales ;
5. Les dommages occasionnés aux tapis et tapisseries par les taches, sauf celles résultant de fuites d'eau accidentelles ou de débordement provenant de conduites non souterraines et de tous appareils à effet d'eau et de chauffage ;
6. Les dommages ou détériorations de tout objet assuré, ayant leur origine directe dans une opération de nettoyage, réparation ou rénovation ;
7. Le bris de verres de montres, les dommages par le remontage à faux ou excessif des montres, les bosselages ou dommages internes des montres ;
8. Les dérangements mécaniques et/ou les dommages subis par les objets ou appareils de toute nature par suite de leur fonctionnement ;

9. Les sinistres causés par la guerre, la guerre civile, les émeutes, mouvements populaires ou confiscation. Il nous appartient de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces événements ;
 10. Les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré ;
 11. Les dommages occasionnés par les tremblements de terre, éruptions volcaniques, rza de marée et autres cataclysmes ;
 12. Les dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, d'irradiations provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ainsi qu'aux effets de radiations provoqués par l'accélération artificielle de particules ;
 13. Les pertes, dommages, responsabilités ou frais, directement ou indirectement causés, entièrement et/ou partiellement, par – ou survenant à la suite de l'utilisation ou la mise en action, de manière nuisible, de tout ordinateur, système informatique, programme informatique, code malveillant, virus ou processus informatique ou de tout autre système électronique.
- Sans préjudice des conditions, limitations et exclusions de la police à laquelle est attachée la présente clause, l'indemnité éventuellement recouvrable en vertu des présentes ne sera pas affectée par l'utilisation ou la mise en action de tout ordinateur, système informatique, programme, processus ou de tout autre système, si une telle utilisation ou mise en action n'a pas de but nuisible.

La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par les autorités nationales, internationales ou supranationales et ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.

Art.3.- FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT

Le contrat est parfait dès sa signature par les parties. L'entreprise d'assurance peut en poursuivre dès ce moment l'exécution, mais le contrat ne produit ses effets que le lendemain à midi du paiement de la première prime et des impôts et taxes prévus à l'art 9 relatif au "Paiement des primes" et, au plus tôt, aux date et heure fixées aux Conditions particulières.

Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

Art.4.- DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'1 an. A la fin de chaque période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement pour une durée d'1 an sauf si une des parties résilie le contrat.

Art.5.- RÉSILIATION DU CONTRAT

Vous et nous pouvons résilier le contrat :

- En cas de transfert définitif de votre domicile à l'étranger ;
- Après une déclaration de sinistre, mais au plus tard dans le mois du dernier paiement ou du refus de paiement de l'indemnité par nous.

Vous pouvez résilier le contrat :

- Au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat. Après l'expiration d'un délai d'un 1 an à compter de la prise d'effet du contrat d'assurance, vous pouvez résilier le contrat à tout moment si vous êtes une personne physique et que le contrat d'assurance ne concerne pas, ou pas principalement, votre activité professionnelle ;
- En cas d'augmentation de prime ou de modification des conditions moyennant un préavis de trois mois à compter de la notification de la dite augmentation ou modification ;
- Si nous sommes déclarés en faillite, sous réorganisation judiciaire ou que nous avons un retrait d'agrément ;

- En cas de diminution du risque et s'il n'y a pas d'accord sur le montant ; de la prime adaptée ;
- Dans son intégralité, si nous résilions un volet d'une police combinée.

Nous pouvons résilier le contrat :

- Au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat ;
- Si vous nous avez communiqué des informations inexactes au sujet du risque ou avez omis de nous communiquer des informations importantes et que nous ne vous aurions pas proposé de police si nous avions été en possession de ces informations ;
- En cas de non-paiement de la prime ;
- En cas d'aggravation du risque, que nous ne souhaitons pas assurer tel quel. Nous sommes tenus de vous signifier notre décision 30 jours au plus tard après réception de cette information ;
- En cas d'aggravation du risque, si nous ne nous entendons pas sur le nouveau montant de la prime ;
- Si nous portons plainte contre au pénal pour cause de fraude à l'assurance ;
- Si vous veniez à décéder ou que vous soyez déclaré en faillite.

Le contrat n'est pas résilié immédiatement après avoir été dénoncé. Le préavis dépend du motif de la résiliation. Si nous résilions le contrat avant la date d'échéance principale ou en cas de résiliation après sinistre, le délai de préavis s'élève à 3 mois. Si vous résiliez le contrat avant la date d'échéance principale, il y a un délai de préavis de 2 mois ; dans tous les autres cas il est fixé à 1 mois.

La résiliation se fait par envoi recommandé, par exploit d'huissier ou remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Prise d'effet de la résiliation :

Lorsque vous résiliez le contrat, en cas de modification des conditions et/ou du tarif, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, mais au plus tôt à l'échéance annuelle à laquelle la modification aurait pu entrer en vigueur.

Lorsque nous résilions le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court. Nous vous indiquons ce délai dans l'envoi recommandé que nous vous adressons.

En cas de résiliation par l'une des parties après sinistre, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification. Ce délai est ramené à 1 mois lorsque l'assuré a manqué à ses obligations dans le but de nous tromper.

Expiration de plein droit du contrat :

En cas de disparition de l'intérêt ou de l'objet d'assurance.

Art.6.- SITUATION DES RISQUES

En cas de transfert des biens assurés dans les locaux, dans des coffres-forts ou dans des territoires autres que ceux indiqués aux Conditions particulières, la garantie du présent contrat est suspendue de plein droit; elle ne peut être rétablie que par avenant ou par notre accord écrit.

Nonobstant toute disposition contraire stipulée dans la présente police, la couverture territoriale conventionnelle des risques est limitée par les réglementations en matière de sanctions, restrictions ou interdictions relatives aux marchandises, choses et personnes assurées comme imposé par les autorités compétentes.

Art.7.- DÉCLARATIONS A LA SOUSCRIPTION ET EN COURS DE CONTRAT - SANCTIONS

7.1. A la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations du Preneur d'assurance et la prime est fixée en conséquence. Le Preneur d'assurance a l'obligation de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour l'entreprise d'assurance des éléments d'appréciation du risque, qu'elle prend à sa charge.

Lorsqu'à la souscription du contrat l'omission ou l'inexactitude ne sont pas intentionnelles, les sanctions visées sous le numéro 7.2. sont applicables.

7.2. En cours du contrat

§1. Avant la survenance d'un sinistre

Le Preneur d'assurance ou, à défaut, l'Assuré doit nous déclarer, par envoi recommandée, les circonstances nouvelles ou toute modification à l'une des circonstances spécifiées aux conditions particulières, concernant les éléments propres aux risques assurés.

Cette déclaration doit être faite préalablement à la modification si celle-ci résulte du fait du Preneur d'assurance ou de l'Assuré et, dans les autres cas, dans un délai de huit jours à partir du moment où l'un ou l'autre en a eu connaissance.

Lorsque :

- l'omission ou l'inexactitude ne sont pas intentionnelles ;

ou

- lorsque cette modification constitue une aggravation du risque

et si l'entreprise d'assurance ;

- ayant connaissance des éléments exacts, ou

- si l'aggravation avait existé au moment de la souscription n'aurait consenti qu'à d'autres conditions, elle doit, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude ou de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude ou au jour de l'aggravation.

Si nous apportons la preuve que nous n'aurons en aucun cas assuré le risque aggravé, nous pouvons résilier le contrat dans le même délai.

Si la proposition de modification du contrat d'assurance est refusée par le Preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, nous pouvons résilier le contrat dans les quinze jours.

§2. Après la survenance d'un sinistre.

Si un sinistre survient avant la modification du contrat ou la résiliation ait pris effet, et

- si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée au Preneur d'assurance, ou

- si le Preneur d'assurance a rempli l'obligation visée au § 1 de cet article, l'Assureur est tenu d'effectuer la prestation convenue.

§3. Si un sinistre survient et que le Preneur d'assurance n'a pas rempli l'obligation visée au §1 du présent article :

- a) L'entreprise d'assurance est tenue d'effectuer sa prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché au Preneur ;

b) L'entreprise d'assurance n'est pas tenue d'effectuer sa prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que le Preneur d'assurance aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché au Preneur d'assurance ;

Toutefois , si l'Assureur apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque (aggravé), sa prestation en cas de sinistre est limitée au remboursement de la totalité des primes payées ;

c) Si le Preneur d'assurance a agi dans une intention frauduleuse, nous pouvons refuser la garantie. Les primes échues jusqu'au moment où nous avons eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.

7.3. Autres Assurances

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le Preneur d'assurance doit en faire la déclaration à la Compagnie. En cours de contrat, cette déclaration doit être faite dans les délais prévus sous le numéro 7.2.

Art.8.- TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

En cas de transfert de propriété, par suite de décès , les droits et obligations nés du contrat d'assurance sont transmis aux héritiers.

CAS PARTICULIERS

/Décès du preneur d'assurance :

L'assurance est transférée au nouveau titulaire de l'intérêt assuré. Toutefois, ces personnes peuvent y renoncer par envoi recommandé dans les 3 mois et 40 jours du décès. Nous pouvons également résilier le contrat dans les 3 mois à compter du jour où nous avons connaissance du décès.

/Séparation ou divorce

L'assurance reste acquise aux adresses indiquées dans le contrat.

/Modification du tarif

Quand nous modifions le tarif, nous adaptons votre contrat à la prochaine échéance annuelle. Nous vous tenons au courant et vous pouvez résilier le contrat comme prévu sous le titre « Fin du contrat ».

Art. 9.- PAIEMENT DES PRIMES - CONSÉQUENCES DU RETARD DANS LE PAIEMENT - IMPÔTS

9.1. La prime - ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions et les frais accessoires de prime - dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes sur les contrats d'assurances dont la récupération n'est pas interdite, sont payables à notre siège ou au domicile du mandataire éventuellement désigné par elle à cette effet. Les dates d'échéance sont fixées aux Conditions particulières.

9.2. A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la Compagnie - indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice - peut, par envoi recommandé mettre en demeure le preneur d'assurance ou la personne chargée du paiement des primes. La mise en demeure comporte sommation de payer la prime dans le délai de quinze jours à compter du lendemain du dépôt de la envoi recommandé.

Le contrat peut être suspendu ou résilié à l'expiration du délai des quinze jours visée ci-dessus.

En cas de non-paiement de la prime, vous pouvez nous être redevable de frais administratifs comme mentionné dans l'envoi recommandé.

Si la garantie a été suspendue, le paiement par le Preneur d'assurance des primes échues, augmentées s'il a lieu des intérêts et des frais administratifs, met fin à cette suspension.

Art. 10.- OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, le Preneur d'assurance ou, à défaut, l'Assuré doit :

1) Donner, sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeure, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les cinq jours, avis du sinistre au siège de la Compagnie, par écrit - de préférence par envoi recommandé - ou verbalement contre récépissé;

S'il s'agit d'un vol ou une perte, le délai de déclaration est réduit à vingt-quatre heures;

2) Prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance et sauvegarder les biens assurés;

3) En cas de vol, de la tentative de vol ou de la perte:

- Prévenir la police locale, dans les douze heures suivant le moment où il a eu connaissance du sinistre;
- Déposer une plainte au Parquet;
- Prêter son concours à la police et à nous pour faciliter la recherche des malfaiteurs et le récupération des objets volés ou perdus;

4) Indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs;

5) Communiquer, sur simple demande de la Compagnie et sans délai, tous documents nécessaires à l'expertise;

6) Fournir à la Compagnie, dans le délai de vingt jours (en cas de vol ou de perte dans les cinq jours), un état estimatif, certifié sincère et signé par lui, des objets assurés, détruits, disparus ou endommagés.

Si l'Assuré ne remplit pas une des obligations prévues aux §1 à §6 ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, la Compagnie a le droit de prendre à une réduction de prestation, à concurrence du préjudice qu'elle a subi.

SANCTION LEGALES - La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par des autorités nationales, internationales ou supranationales et ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.

Art.11. EXPERTISE

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable est toujours obligatoire, sous réserve des droits respectifs des parties. Chacune des parties choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Première Instance ou du Tribunal de l'Entreprise dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, faite au plus tôt quinze jours après l'envoi, à l'autre partie, d'un envoi recommandé de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise, après sinistre, s'effectue en cas d'assurance pour le compte de qui il appartiendra, avec le Preneur d'assurance du contrat.

Chaque partie paye les frais et honoraires de son expert et, s'il y a lieu, la moitié des honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination.

Art. 12.- ESTIMATION ET MODALITÉS DU RÈGLEMENT DES DOMMAGES

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes matérielles, abstraction faite de toute privation de jouissance, de bénéfice ou d'intérêts.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence et de la valeur, au moment du sinistre, des biens sinistrés, l'Assuré est tenu d'en justifier par tous les moyens et documents en son pouvoir, ainsi que de l'importance du dommage.

En cas de sinistre total ou partiel, la Compagnie se réserve le droit, soit de remplacer l'objet, avec l'accord de l'Assuré, soit d'effectuer le règlement en espèces. Dans ce cas, les objets sinistrés sont estimés d'après leur valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite.

Toutefois, il est entendu et convenu par la présente que les biens que vous possédez ou dont vous avez la garde ou le contrôle et qui sont constitués de 10 % ou plus d'ivoire, leurs dommages et pertes assurées seront réglées comme suit :

- Le maximum que nous paierons est le coût et les dépenses de restauration de l'article ;
- Il est en outre entendu et convenu par la présente que nous ne paierons pas pour un dommage total, ni pour toute dépréciation de la valeur résultant en cas de détérioration partielle.
- Le maximum que nous paierons pour une « perte » est de ne pas dépasser la valeur assurée de cet article.

Art.13.- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INSUFFISANCE D'ASSURANCE - RÈGLE PROPORTIONNELLE

S'il résulte des estimations que la valeur de l'objet sinistré excède, au jour du sinistre, la somme garantie pour cet objet, l'Assuré est considéré comme son propre assureur pour l'excédent et supporte, en conséquence, une part proportionnelle du dommage.

Lorsque le sinistre porte sur un objet divisible ou faisant partie d'une paire, parure ou garniture, la Société ne peut être tenue au paiement d'une indemnité supérieure à la valeur de la partie sinistrée, déterminée

comme il est dit à l'article 12 relatif à l'estimation et modalités du règlement des dommages. Si la valeur de l'ensemble dont fait partie l'objet sinistré est supérieure, au jour du sinistre, à la somme assurée pour cet ensemble, il est également fait application de la règle proportionnelle.

Art.14.- PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement des indemnités doit être effectué dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Art.15.- RÉCUPÉRATION DES OBJETS VOLÉS

En cas de récupération de tout ou partie des objets volés, à quelque époque que ce soit, l'Assuré doit en aviser immédiatement la Compagnie par envoi recommandé.

Si la récupération des objets a lieu avant le paiement de l'indemnité, l'Assuré doit en reprendre possession et la Société n'est tenue qu'au paiement d'une indemnité correspondant aux détériorations éventuellement subies et aux frais que l'Assuré a pu exposer utilement ou avec l'accord de la Société pour la récupération de ces objets.

Une fois l'indemnité payée, la Société devient par contre, de plein droit, propriétaire des objets récupérés. Toutefois, l'Assuré a la faculté d'en reprendre possession, moyennant restitution de la différence entre l'indemnité reçue et une indemnité définitive calculée comme il est dit à l'alinéa précédent. L'exercice de cette faculté est subordonné à la condition que l'Assuré notifie sa décision de reprise à la Compagnie dans les trente jours suivant celui où il a eu connaissance de la récupération.

Lorsque l'Assuré vient à avoir connaissance qu'une personne détient le bien assuré volé ou perdu, il doit en aviser la Compagnie dans les huit jours par envoi recommandé.

Art.16.- SUBROGATION RECOURS APRÈS SINISTRE

La Compagnie est subrogée, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par elle, dans les droits et actions de l'Assuré contre tout responsable du sinistre.

La Compagnie peut, moyennant surprime, renoncer à l'exercice d'un recours. Toutefois, si le responsable est assuré, la Compagnie peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans la limite de cette assurance.

Art.17.- PRESCRIPTION

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par trois ans, à compter de l'événement qui y donne naissance (article 88 de la loi du 4 avril 2014).

Art.18.- PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Responsable du traitement des données

JEAN VERHEYEN, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « JEAN VERHEYEN »).

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de JEAN VERHEYEN peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec JEAN VERHEYEN.
 - Ces bases de données sont tenues à jour et enrichies sur la base des informations que la personne concernée fournit à JEAN VERHEYEN ou d'informations provenant de sources externes de données.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle, l'amélioration du service à la clientèle et les enquêtes de satisfaction :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentaires au contrat d'assurance (par exemple, l'offre d'outils et services afin de simplifier la gestion de la police d'assurance, d'accéder aux documents liés à la police ou de faciliter les formalités pour la personne concernée en cas de sinistre).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant en l'exécution des conventions entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.

- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise.
- la réalisation de tests, y compris les tests informatiques :
 - Cela inclut des traitements en vue de développer et d'assurer le fonctionnement approprié d'applications nouvelles ou mises à jour.
 - Ces traitements sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par JEAN VERHEYEN, consistant à développer des applications afin d'exercer ses activités liées aux finalités de traitements listées dans ce chapitre.
- la surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études et modèles statistiques pour générer des rapports :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de JEAN VERHEYEN, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.
- la gestion et la surveillance des risques :
 - Cela inclut des traitements par JEAN VERHEYEN ou un tiers afin d'effectuer la gestion et la surveillance des risques de l'organisation de JEAN VERHEYEN, y compris les inspections, la gestion des plaintes et l'audit interne et externe.
 - Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise ou aux fins des intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant à assurer des mesures de protection appropriées pour la gouvernance de ses activités.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, Les inspecteurs privés dans le contexte de la détection des fraudes, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, auditeurs externes, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, TRIP ASBL, Datassur, Alfa Belgium, Le Fonds Commun de Garantie Belge (FCGB) et autres organisations sectorielles) en vue d'être traitées conformément à ces finalités. L'annexe 1 à la présente peut être consultée pour plus de détails concernant Datassur et Alfa Belgium.

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel JEAN VERHEYEN peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Lorsque la personne concernée est également cliente d'autres entités du Groupe AXA, ces données à caractère personnel peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN dans des fichiers communs en vue de la gestion du fichier des personnes, en particulier la gestion et la mise à jour des données d'identification.

La personne concernée peut recevoir des clauses spécifiques de JEAN VERHEYEN durant l'exécution de la police, par exemple une clause applicable au traitement d'un sinistre. Lesdites clauses spécifiques n'affecteront pas la validité de la présente clause ni son applicabilité pour les finalités énumérées ci-dessus.

Traitement de données sensibles

En vertu des lois applicables en matière de protection des données, certaines données (appelées « données personnelles sensibles ») bénéficient d'une protection particulière. Parmi ces dernières, JEAN VERHEYEN traite les données relatives à la santé et aux condamnations pénales selon les principes suivants :

Données concernant la santé

JEAN VERHEYEN ne traite les données concernant la santé de la personne concernée que sur base de son consentement explicite ou si elles sont nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice, conformément aux lois applicables. JEAN VERHEYEN ne traite pas les données concernant la santé de la personne concernée à des fins de marketing direct et ne permet pas non plus à des tiers de le faire.

Données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions

JEAN VERHEYEN traite des données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et à des infractions, dans le but de constater, d'exercer ou de défendre des droits en justice et/ou en cas de fraude. Ces données sont traitées dans des cas très limités et uniquement dans la mesure où la loi le permet, en prévoyant des garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN à des fins de marketing direct (actions commerciales, invitations à des événements, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété de la marque, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

Ces données à caractère personnel peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du Groupe AXA et à l'intermédiaire d'assurances aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, en vue d'améliorer la connaissance des clients et prospects communs, d'informer ces derniers à propos de leurs activités, produits et services respectifs, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de JEAN VERHEYEN, des autres entreprises du Groupe AXA et/ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Traitement des données à des fins de géolocalisation

Dans le cas où JEAN VERHEYEN utilise les données à caractère personnel de la personne concernée à des fins de géolocalisation, le consentement de cette dernière est demandé sauf si la base légale pour ce traitement repose sur une obligation légale ou lorsque le traitement est nécessaire pour exécuter le contrat d'assurance. En tous cas, il est fait explicitement mention de la collecte de données de géolocalisation dans le contrat d'assurance.

Transfert des données dans l'Union Européenne et en dehors

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors. En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, JEAN VERHEYEN se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (*Mon. B.* 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par JEAN VERHEYEN pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à JEAN VERHEYEN à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter JEAN VERHEYEN »). La personne concernée peut aussi obtenir une liste des pays pour lesquels une décision d'adéquation des transferts est existante ou non.

Conservation des données

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles JEAN VERHEYEN n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Traitement des données à des fins de candidature à un emploi

Les données à caractère personnel communiquées par le candidat ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN, responsable des traitements, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN en vue du recrutement. Ces traitements sont nécessaires pour l'exécution du contrat ou des mesures précontractuelles. Toutes les informations seront traitées avec la plus grande discrétion et resteront strictement confidentielles.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel

JEAN VERHEYEN demande les données à caractère personnel liées à la personne concernée afin de conclure et d'exécuter la police d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité

JEAN VERHEYEN a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, JEAN VERHEYEN suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de JEAN VERHEYEN la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; sauf si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, auquel cas elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de JEAN VERHEYEN, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de JEAN VERHEYEN;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à JEAN VERHEYEN, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ;

Modifications apportées à la présente clause de protection des données

Le traitement des données à caractère personnel peut évoluer selon plusieurs facteurs, comme les changements réglementaires, les développements techniques et les modifications des finalités du traitement. JEAN VERHEYEN publiera régulièrement des versions actualisées de la clause de protection des données sur la page « Vie privée » du site AXA.be. En cas de modifications majeures, Jean Verheyen fournira des efforts raisonnables pour s'assurer que les personnes concernées en prennent connaissance.

Contacter JEAN VERHEYEN

La personne concernée peut contacter JEAN VERHEYEN pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une copie de la carte d'identité, adressé à : JEAN VERHEYEN - Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

JEAN VERHEYEN traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel

Si la personne concernée estime que JEAN VERHEYEN ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité JEAN VERHEYEN. La personne concernée peut introduire une plainte auprès de JEAN VERHEYEN via l'adresse e-mail privacy@verheyen.be.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation concernant le traitement de ses données à caractère personnel auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35

1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00
Fax. + 32 2 274 48 35
contact@apd-gba.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

Annexe 1 : Échange d'informations dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance et analyse de risque

Généralité – Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'application des sanctions prévues dans la législation applicable et/ou les conditions générales ou particulières et peut donner lieu à des poursuites pénales. Afin de détecter et de lutter contre la fraude à l'assurance, et pour analyser des risques, les assureurs s'échangent certaines données à caractère personnel. Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations concernant deux banques de données créées à cette fin au sein du secteur de l'assurance. Occasionnellement, les assureurs s'échangeront en outre directement des informations, dont des données à caractère personnel, dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance.

Fichier RSR - Le fichier RSR est géré par Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0456.501.103), le responsable du traitement. Les données à caractère personnel de l'assuré (du candidat-assuré) peuvent, dans l'intérêt légitime des assureurs qui sont membres de Datassur, être communiquées à Datassur pour enregistrement dans le fichier RSR. Le fichier RSR a pour finalité une bonne analyse du risque et la lutte contre la fraude à l'assurance. L'enregistrement de données à caractère personnel dans le fichier RSR est uniquement possible dans les cas qui peuvent être consultés via <https://www.datassur.be/fr/services/rsr>. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant du fichier RSR.

Banque de données sinistres - La Banque de données sinistres est gérée par Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0833.843.870), le responsable du traitement. Après la déclaration d'un sinistre dans le cadre de la branche automobile, un nombre limité de données à caractère personnel de l'assuré, du conducteur et de la partie adverse qui sont impliqués dans le sinistre seront communiquées dans l'intérêt légitime des membres d'Alfa Belgium à Alfa Belgium pour enregistrement dans la Banque de données sinistres. Les membres d'Alfa Belgium sont les assureurs, le FCGB et le BBAA. La Banque de données sinistres a pour finalité la lutte contre la fraude (organisée) à l'assurance. La fonctionnalité de la Banque de données sinistres se limite à fournir des informations neutres sans aucune analyse ou enquête sur une éventuelle fraude à l'assurance. Sur la base du fichier de résultats, les membres d'Alfa Belgium pourront établir d'éventuels liens entre des dossiers de sinistres. L'analyse du fichier de résultats et l'enquête subséquente restent de la compétence et responsabilité exclusives des membres d'Alfa Belgium. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant de la Banque de données sinistres.

Vos droits et informations complémentaires – En tant que personne concernée, vous disposez d'un droit d'information, d'un droit d'accès, d'un droit de correction, d'un droit de suppression, d'un droit de limitation du traitement, d'un droit d'opposition et d'un droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de la protection des données (rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles, contact@apdgba.be, <https://autoriteprotectiondonnees.be>). Afin d'exercer vos droits concernant le fichier RSR, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou privacy@datassur.be). Afin d'exercer vos droits concernant la Banque de données sinistres, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou info@alfa-belgium.be). Vous devez joindre une copie de votre carte d'identité à votre lettre ou votre e-mail. Des informations complémentaires sur la politique de Datassur et d'Alfa Belgium concernant le traitement de données à caractère personnel et vos droits en tant que personne concernée sont disponibles via <https://www.datassur.be/fr/privacy-notice-fr> (Datassur) et <https://www.alfa-belgium.be/fr/vie-privee> (Alfa Belgium).

Art. 20. - Correspondance

Toutes les correspondances qui nous sont destinées sont valablement adressées à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique. Toutes les correspondances qui vous sont destinées sont valablement adressées à l'adresse indiquée dans le contrat ou à celle qui nous aurait été notifiée ultérieurement.

Art. 21. - Solidarité

Les preneurs signataires d'un même contrat sont tenus, chacun pour le tout, de respecter l'ensemble des engagements qui découlent du contrat.

Art. 22. - Plaintes

Afin de mieux vous servir, nous regardons constamment la qualité de nos produits et le niveau de service que nous offrons.

Si, malgré tout, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez toujours nous contacter:

- par mail : patrimony@verheyen.be;
- par téléphone: +32 2 250 63 11 ;
- par lettre: Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Nous ferons tous les efforts pour vous aider.

Vous pouvez également contacter l'Ombudsman de l'assurance

- par un formulaire web : www.ombudsman-insurance.be;
- par courrier électronique : info@ombudsman-insurance.be;
- par téléphone : +32 (2) 547 58 71 ;
- par lettre, adressée à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles.

JEAN VERHEYEN S.A. – Inscription FSMA comme souscripteur mandaté –
Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles
Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11 – F : +32(0)2 250 63 00
Web : www.verheyen.be – E-mail : info@verheyen.be – transport@verheyen.be – patrimony@verheyen.be
Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB
AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital
Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.
Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : info@ombudsman-insurance.be